

Note

20

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

Pivot 13

x4.

\* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

DISSERTATION :

Aujourd'hui, la question de l'environnement est primordiale. En effet, on voit au travers de l'empreinte écologique que si tout le monde avait le même mode de vie qu'un américain, il faudrait cinq planètes pour supporter nos besoins. Certains pays ont alors signé le protocole de Kyoto entré en vigueur en 2005. Ils se sont engagés à réduire de 5% leurs émissions de CO<sub>2</sub> par rapport à 1990 sur une période qui allait jusqu'en 2012. L'état possible des instruments, afin de préserver notre environnement, il s'agit de règles et de normes. Ces règles et normes sont-elles efficaces pour garder l'environnement propre pour nos générations futures ? Nous allons voir dans un premier temps qu'elles sont ou pourraient être efficaces mais dans un second temps nous allons voir qu'en réalité elles ne le sont pas forcément.

Yes.

Nous allons tout d'abord voir qu'il existe une réglementation environnementale, une fiscalité environnementale et un marché de quotas d'émission mis en place par l'État afin de préserver l'environnement.

La réglementation environnementale consiste à obliger les individus à adopter un certain comportement ou bien à interdire un comportement, ainsi qu'à limiter les émissions de CO<sub>2</sub> avec un

N°
4/7.

seul à ne pas dépasser... la réglementation environnementale impose donc des contraintes qui obligent à moins polluer... Si on ne respecte pas ces règles, nous sommes hors-la-loi et risquons donc de lourdes sanctions... la réglementation environnementale a par exemple permis l'interdiction de l'utilisation des lampes à incandescence, ou bien, à Paris, les voitures ayant un numéro de plaque d'immatriculation pair ne pouvaient rouler uniquement les jours pairs et inversement pour les voitures <sup>ce qui encourage les individus à prendre les transports en commun par exemple</sup> avec un numéro de plaque d'immatriculation impair. À Paris, également, les voitures fonctionnant au diesel <sup>ou essence</sup> étaient interdites. On voit notamment dans le ~~document 1~~ qui représente l'émission spécifique de CO<sub>2</sub> des voitures vendues, qu'en 2012, l'émission de CO<sub>2</sub> en grammes par km pour le diesel a diminué par rapport à 1995. On est passé d'environ 175 grammes par km de CO<sub>2</sub> en 1995 à environ plus que 126 en 2012. Au niveau de l'essence, la diminution est pratiquement la même, ce qui fait qu'au total on est passé d'environ 176 grammes de CO<sub>2</sub> par km en 1995 à environ 127 grammes de CO<sub>2</sub> par km en 2011. On voit donc que la réglementation environnementale peut être efficace. Pot

la fiscalité environnementale ne consiste pas à imposer des contraintes mais à encourager les individus à changer leur comportement à l'aide de taxes mises en place par l'État. C'est le principe équitable du « pollueur payeur » <sup>de familles</sup> des dépenses de marché, notamment les externalités négatives, entrent également dans la préservation de l'environnement. On donne le nom d'externalité négative lorsqu'un individu gêne un autre individu sans en payer les conséquences, c'est le cas de la pollution de l'air par exemple... le principe du « pollueur payeur » <sup>ce qui</sup> plus on pollue, plus on paye de taxes, <sup>ce qui</sup> permet d'internaliser les externalités. L'État a par exemple mis en place un système de « bonus malus » qui consiste à mettre des taxes sur l'achat des voitures qui polluent beaucoup et à donner une compensation financière à ceux

qui achètent des voitures électriques par exemple. Dans le document 3, on voit l'existence d'une taxe carbone et d'une taxe sur l'énergie. On peut voir une diminution des émissions de gaz à effet de serre depuis 1990. En effet, les émissions de dioxyde de carbone par exemple auraient réduit de 15% en 1995 par rapport à un scénario sans taxe. On voit également que le protocole de Kyoto fait action : le Suède devrait pouvoir atteindre son objectif d'une réduction de 4% des gaz à effet de serre sur la période 2008-2012. Enfin, on a évalué les réductions des émissions dans le secteur de l'énergie à 2,5 milliards de tonnes CO<sub>2</sub> en 2005 par rapport aux niveaux de 1990. On voit donc bien que la fiscalité environnementale a un effet positif sur la réduction de la pollution. \* [ ]

Enfin, l'État a mis en place un marché des quotas. Un quota permet d'émettre une tonne de CO<sub>2</sub>. Au départ pour mettre le marché en place l'État a distribué des quotas gratuits. Il y a un nombre de quotas maximum en circulation. Si une entreprise pollue moins que ce que ses quotas lui autorisent, elle peut les vendre à une entreprise en besoin. Le prix du quota se détermine entre l'offre et la demande. Ce système se rapproche de la réglementation environnementale puisque si la pollution dépasse ce que les quotas autorisent on est hors-la-loi et on risque une sanction, mais il se rapproche également du système de la fiscalité environnementale avec le principe du « pollueur payeur » puisqu'il faut acheter des quotas si on a besoin de polluer plus. Le marché des quotas permet donc de limiter les émissions et d'encourager les entreprises à changer de comportement. ✓

\* La fiscalité environnementale possède un avantage que l'on appelle le double dividende : en effet, les individus sont incités à polluer moins, et de plus, les taxes payées à l'État permettent à celui-ci d'utiliser



cet argent pour dépolluer ou pour aider les agents qui ont besoin de faire plus d'efforts.] *DR*

ne rien  
écrire  
dans

la  
partie  
barrée

Nous avons donc vu que l'état disposait de trois instruments pour faire diminuer la pollution : la fiscalité environnementale, la réglementation environnementale et le marché des quotas qui permettent de préserver l'environnement. Ces méthodes peuvent donc être efficaces.

Cependant, nous allons voir maintenant que ces méthodes ne sont pas toujours entièrement efficaces voire pas du tout efficaces.

7B

Au niveau de la réglementation environnementale, il est dur pour l'état qui ne possède pas toutes les informations nécessaires de trouver le bon seuil pour les consommateurs et pour la préservation de l'environnement. De plus, pour faire appliquer les règles, il faut surveiller les agents, or il est impossible de surveiller tous les agents. Il y aura donc des écarts. Enfin, cette méthode n'inspire pas à innover. On voit dans le document 1 par exemple, que la réglementation n'a apparemment pas été suffisante puisque « l'objectif grenelle » n'a pas été entièrement réalisé. En effet, l'objectif était d'émettre plus que 120 grammes de <sup>seulement</sup> CO<sub>2</sub> par km. En 2012, or ça n'a pas été le cas : en 2012, l'émission de CO<sub>2</sub> des voitures vendues était encore d'environ 197 grammes de CO<sub>2</sub> par km. L'objectif n'a donc pas été entièrement réalisé. La réglementation environnementale n'est donc pas entièrement efficace.

La fiscalité environnementale possède également des inconvénients. En effet, elle peut être inefficace si tous les agents payent la taxe. De plus, il est également difficile pour l'état de trouver le bon montant de la taxe : il ne faut pas trop désavantager les entreprises mais

N°

4/7.

Examen ou concours :

Série\* :

Spécialité/option :

Repère de l'épreuve :

Épreuve/sous-épreuve :

(Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

\* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

il faut tout de même réduire les émissions donc il faut tout de même décourager un minimum les consommateurs. De plus, on voit dans le document 3 que les objectifs ne sont pas atteints. En effet, la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone a permis une réduction de 15 %, or cette réduction était prévue de 20, 25 %. La fiscalité environnementale amène encore à un autre inconvénient. En effet, on voit que pour polluer moins et ne pas payer de taxes, il y a eu une utilisation « accrue » de la biomasse, or on sait que la surexploitation des ressources, même renouvelables, entraînent la disparition de ces ressources. C'est le cas des ressources halieutiques par exemple, on estime à 35 % d'espèces en voie de disparition. On remarque donc que la fiscalité possède également des inconvénients. Enfin, la fiscalité environnementale n'est efficace que si tous les pays l'applique. Si un pays ne met pas de taxes, il risque d'y avoir des délocalisations car les entreprises iront s'implanter là-bas et les consommateurs iront également acheter là où il n'y a pas de taxes. Du coup, il y aura une baisse de la demande globale dans le pays où les taxes sont présentes, et donc une baisse de production et de croissance, et donc une hausse du chômage. En effet, la Chine et les États-Unis n'ont pas signé le protocole de Kyoto, il y a donc de forts risques que les entreprises aillent s'implanter là-bas et que les

N°

5/7.

consommateurs aillent acheter à-bas.

13

Enfin, nous allons nous intéresser au marché des quotas. Le marché des quotas est aujourd'hui inefficace car il y a trop de quotas en circulation et car ces quotas sont désormais vendus à un prix très faible ce qui n'encourage pas les entreprises à en acheter moins et donc à polluer moins. On voit dans le document 2 qui représente les volumes de transactions de quotas européens depuis le lancement du système d'échanges de quotas, qu'en 2005, une tonne de  $CO_2$ , c'est-à-dire un quota, coûtait en moyenne 20,6 €, ce qui déjà n'est pas très élevé. Mais depuis 2005, ce prix moyen du quota a diminué pour ne coûter plus que 13,1 € en 2009. Il y a eu uniquement en 2008 où le prix du quota est passé à 22,4 € en moyenne. On remarque qu'en 2009 il y avait 5 046 <sup>environ</sup> millions de quotas échangés, soit vingt fois plus qu'en 2005 où il n'y avait que 262 millions de quotas échangés. On voit donc bien qu'il y a trop de quotas en circulation. On comprend donc que le marché des quotas est totalement inefficace aujourd'hui.

Nous avons donc vu que même si ces trois instruments permettaient de réduire un peu la pollution, ils ne sont pas entièrement efficaces voire pas du tout efficaces.

Nous avons donc vu qu'il existait un certain nombre de règles et normes mises en place par l'état : la réglementation et la fiscalité environnementales ainsi que le marché des quotas.

N°

6/7.



à  
le alors  
elle n  
fait  
me

Ces instruments ayant réduit la pollution, on le voit dans le document  
4 que la France a progressé : il ne lui faut plus que 90 g. de CO<sub>2</sub>  
pour produire 1 kWh en 2009 contrairement à 1990 où il lui en  
fallait 109. La Belgique est le pays qui a le plus progressé. Cependant,  
on voit qu'il a des pays comme la Pologne où il leur faut  
encore 640 g. de CO<sub>2</sub> pour 1 kWh et qui n'a pas progressé. Cela  
montre bien que les instruments ne sont pas entièrement efficaces  
voire même totalement inefficaces comme le marché des quotas.  
On peut donc se demander comment améliorer ces méthodes  
où si il faut en trouver d'autres pour continuer à avoir de la  
croissance mais tout en polluant moins pour préserver l'environnement.